

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1925.

Projet de loi portant nouvelle répartition des Conseillers provinciaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Un recensement général de la population du Royaume ayant été fait le 31 décembre 1920, il y a lieu de réviser le tableau de répartition des conseillers provinciaux entre les districts électoraux.

Le projet de loi qui vous est donc soumis par le Gouvernement a certes été déposé tardivement; l'article 2 de la loi provinciale stipule, en effet, que la révision sera faite endéans les deux années qui suivent le recensement; mais, comme le dit l'Exposé des motifs, ce dépôt tardif n'a pu être évité parce que la question relative au rattachement définitif à la Belgique des territoires rédimés n'a été résolue que par la loi du 6 mars 1923 et que, jusqu'au vote de cette loi, la détermination des circonscriptions administratives auxquelles seraient joints les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith restait incertaine.

* *

L'examen du projet en Section centrale a provoqué diverses observations.

* *

La première n'a encore qu'une portée théorique.

Jusqu'en 1921, le nombre des membres de chaque conseil provincial augmentait à mesure que s'élevait le chiffre de la population de la province. Si, pour

(1) Proposition de loi, n° 9.

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Carton de Wiart, Jaspar, Pussemier, Vanden Eynde (O.), Baels et Somerhausen.

éviter la constitution d'assemblées trop nombreuses, la répartition des conseillers entre les cantons fut, pour chaque province, et, dès 1836 déjà, calculée sur des bases différentes, variant de un conseiller pour 5,000 habitants à un conseiller pour 10,000 habitants — si depuis le vote de la loi organique, ces chiffres de base ont été relevés pour certaines provinces, toujours cependant les situations acquises furent respectées; jamais la représentation d'un canton ne fut réduite.

Que le système adopté jusqu'en 1921 soit à l'abri de critiques, nul ne songe à le prétendre.

Mais votre Section centrale croit, dès maintenant, devoir vous signaler que l'application du principe inscrit dans la loi de 1921, devra être surveillée très attentivement à l'avenir.

L'article 42 de la loi du 19 octobre 1921, qui est devenu l'article 1^{bis} de la loi organique étend, en effet, à la loi provinciale le système établi par la loi communale et il arrête définitivement le rapport entre le nombre des conseillers provinciaux et le nombre des habitants de la province.

Or, la modification du chiffre de la population des divers cantons du pays est telle, qu'en 1925, dans six provinces sur les sept dont le nombre des conseillers provinciaux demeure ce qu'il était en 1921, le nombre des conseillers à nommer est modifié dans 23 districts électoraux sur les 82 qui s'y rencontrent.

Le tableau de répartition arrêté en 1921 est donc profondément modifié déjà.

Votre Section centrale a cru devoir insister sur ce fait.

Elle craint, que si l'on n'y prend garde à l'avenir, la représentation de certains districts ne devienne trop importante.

Elle croit aussi que l'application rigoureuse dans la loi provinciale du principe inscrit dans la loi communale devra un jour être réexaminée; les situations diffèrent: un seul collège électoral décide de la nomination des conseillers communaux; divers collèges électoraux participent à la nomination des membres du conseil provincial; le chiffre de la population d'une commune n'exerce aucune influence sur le nombre des conseillers de la commune voisine; comme on l'a vu, une modification du chiffre de la population d'un district d'une province peut bouleverser la répartition des conseillers entre divers autres districts de cette même province.

On n'a peut-être pas, en 1921, suffisamment aperçu toutes les conséquences résultant d'une modification radicale d'une des bases essentielles de l'organisation établie par la loi organique de 1836.

* * *

La population de la province d'Anvers dépassant le million au 31 décembre 1920, il va de soi que le nombre des conseillers de cette province doit être porté de 80 à 90.

Le nombre des conseillers provinciaux de la province de Liège est exceptionnellement porté de 80 à 86 à raison du rattachement des cantons rédimés à l'arrondissement de Verviers.

Les critiques auxquelles la répartition des conseillers entre les districts a donné lieu, sont la suite logique de la seconde observation provoquée par l'examen du projet de loi.

*
* *

La loi de 1921 ayant appliqué la R. P. aux élections provinciales, elle a dû organiser des circonscriptions électorales nouvelles, les districts électoraux et a admis l'appareil des listes présentées dans les districts d'un même arrondissement administratif.

L'observation qui vous est présentée par votre Section centrale ne concerne que les districts électoraux ; elle ne vise aucune des dispositions légales organisant l'appareil.

Les circonscriptions formées par la loi de 1836 ne pouvaient être maintenues en 1921 parce qu'un grand nombre d'entre elles ne nommaient qu'un ou deux conseillers.

La loi de 1921 cherchant d'une part à assurer une représentation proportionnelle exacte des partis politiques qui affronteraient la lutte, mais voulant éviter aussi de compromettre la représentation d'intérêts régionaux, a écarté la circonscription d'arrondissement ; organisé la formation de districts dans chaque arrondissement ; admis que chaque district nommerait au minimum quatre conseillers, même cinq plutôt que quatre, et enfin décidé que les anciennes circonscriptions cantonales organisées d'après la loi organique de 1836 ne seraient réunies en un district que dans les cas où seule la fusion permettrait la nomination de quatre conseillers ⁽¹⁾.

Il faut signaler ici que la Commission extra-parlementaire qui a élaboré en 1921 l'avant-projet de loi a estimé qu'il eût été utile de donner un caractère de fixité aux groupements créés pour organiser les districts ⁽²⁾.

Mais il résulte formellement des très vives discussions qui ont occupé la Chambre et le Sénat à propos de ce projet, notamment d'une déclaration faite par M. Carton de Wiart, Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, avant le vote définitif de la loi que chaque recensement amènerait un remaniement des circonscriptions ⁽³⁾.

Aussi votre Commission vous propose-t-elle d'amender le projet déposé par le Gouvernement ; de séparer les cantons réunis en districts en 1921 parce qu'ils nommaient un petit nombre de conseillers et d'ériger de nouveau en districts autonomes les cantons de justice de paix qui, à raison de leur population recensée au 31 décembre 1920, nommeront à l'avenir quatre conseillers ou un plus grand nombre de mandataires.

Le tableau ci-joint indique les amendements proposés par la Section centrale au projet de loi qui vous est soumis.

⁽¹⁾ *Doc. parl.*, Chambre, session 1920-1921, p. 874.

⁽²⁾ *Doc. parl.*, Chambre, session 1920-1921, p. 875.

⁽³⁾ *Ann. parl.*, Chambre, session 1920-1921, p. 2601

REPARTITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI.

Districts électoraux.	Cantons électoraux.	Population au 31 décembre 1920 — Bevolking op 31 December 1920		Excédents de population après application du diviseur. — Bevolkings- overschot na toepassing van den deeler.	Nombre de conseillers — Getal raadsleden				
		des cantons électoraux. — der kies- kantons.	des districts électoraux. — der kies- districten.		à raison — uit hoofde		Total.	Actuel. — Huidig.	
					du diviseur. — van den deeler.	des excédents. — der overschotten.			
Kiesdistricten.	Kieskantons.								
Province d'Anvers.									
Borgerhout . . .	Borgerhout . . .	88,370	137,983	741	12	»	12	10	
Berchem . . .	Berchem . . .	49,615							
Eeckeren. . .	Eeckeren . . .	46,450	101,846	10,350	8	1	9	8	
Brecht . . .	Brecht . . .	29,753							
	Santhoven. . .	23,641							
Province de Brabant.									
Saint-Gilles . . .	Saint-Gilles . . .	64,814	147,259	12,003	8	1	9	8	
Uccle.	Uccle	82,445							
Province de Hainaut.									
Fontaine-l'Évêque	Fontaine . . .	54,485	101,631	6,725	7	1	8	7	
Senefle	Senefle	47,146							
Province de Liège.									
Huy	Huy	43,369	98,187	1,563	9	»	9	9	
Nandrin	Ferrières	4,799							
	Héron	18,040							
	Jehay	11,638							
	Nandrin	18,341							
Dison.	Dison	18,872	98,574	9,686	8	1	9	6	
	Aubel	19,861							
	Herve	11,837							
	Limbourg.	19,997							
	Eupen	25,007							

RÉPARTITION PROPOSÉE PAR LA SECTION CENTRALE.

Districts électoraux.	Cantons électoraux.	Population au 31 décembre 1920		Excédents de population après application du diviseur.	Nombre de conseillers		
		des cantons électoraux.	des districts électoraux.		à raison		Total.
					du diviseur.	des excédents.	
Province d'Anvers.							
Borgerhout . .	Borgerhout . .	88,370	88,370	8,311	7	1	8
Berchem . .	Berchem	49,615	49,615	3,867	4	»	4
Eekeren . .	Eekeren	46,450	46,450	762	4	»	4
Brecht	Brecht	29,735	55,396	9,648	4	1	5
	Santhoven	25,641					
Province de Brabant.							
Saint-Gilles . .	Saint-Gilles	64,814	64,814	14,093	3	1	4
Uccle	Uccle	82,445	82,445	14,817	4	1	5
Province de Hainaut.							
Fontaine-l'Évêque	Fontaine-l'Évêque	54,485	54,485	232	4	»	4
Senefte	Senefte	47,146	47,146	6,472	3	1	4
Province de Liège.							
Huy	Huy	45,369	45,369	2,435	4	4	4
Nandrin	Ferrières	4,799	52,818	10,126	4	1	5
	Héron	18,040					
	Jehay	11,368					
	Nandrin	18,341					
Dison	Dison	18,872	50,570	7,626	4	1	5
	Aubel	19,861					
	Herve	11,837					
Limbourg	Limbourg	19,997	45,004	2,060	4	»	4
	Eupen	25,007					

N. B. — Cette feuille est destinée à remplacer le tableau figurant à la page 5 du n° 72 (Rapport de M. Pussemier sur le projet de loi relatif à la nouvelle répartition des Conseillers provinciaux).

(5 50)

*
*
*

Dernière observation formulée en Section centrale :

Un membre a demandé que des cantons d'Eupen, Malmédy et de Saint-Vith on formât un district électoral autonome et qu'ils ne soient point rattachés aux districts organisés dans la province de Liège par application de la loi organique de 1921.

Pour justifier sa proposition ce membre a fait observer :

1° que, pour les élections législatives, le rattachement des territoires rédimés à l'arrondissement de Verviers a pu se décider puisque leur population ne permettait point de former un collège électoral groupant un nombre d'habitants autorisant, par application des dispositions constitutionnelles qui sont en vigueur, la désignation d'un sénateur et de deux représentants ;

2° que le groupement des trois cantons en un district provincial permet la formation d'un collège électoral nommant un nombre de conseillers suffisant pour que la représentation proportionnelle des partis qui affronteront la lutte soit sérieuse ;

3° que ce groupement autonome correspond au vœu exprimé par la population ;

4° que le groupement évitera les difficultés qui naîtront de l'obligation d'accorder sur les listes présentées dans les districts de la province de Liège une place en ordre utile aux candidats résidant dans les territoires rédimés, ou qui seraient préférés par les électeurs de ces cantons.

Un membre de la Section centrale rappelle qu'il s'est prononcé contre la réunion des trois cantons à l'arrondissement de Verviers et, qu'à son avis, le canton de Saint-Vith qui, au point de vue historique, a vécu jadis d'une vie commune avec le Luxembourg, aurait dû être rattaché à l'arrondissement de Bastogne. Toutefois, la question ayant été tranchée en ce qui concerne les élections législatives, il ne peut aujourd'hui que rappeler, sous la forme d'une simple réserve, les considérations qu'il a fait valoir à ce sujet au mois de mars dernier.

La majorité des membres de la Section centrale s'est ralliée au principe de la proposition faite par le Gouvernement. Celle-ci, et les amendements qui ont été apportés par la Section centrale au tableau de répartition, ne modifiant point le principe sur laquelle elle est basée, a joint les cantons réunis à ces districts de la province de Liège auxquels ils doivent géographiquement appartenir. Ils se réfèrent d'ailleurs aussi aux arguments qui, l'argument tiré de la Constitution étant cette fois écarté, fait admettre ce rattachement des territoires rédimés à l'arrondissement de Verviers.

L'organisation du groupement autonome a été repoussée par 5 voix contre 1.

Le texte du présent rapport a été adopté par la majorité des membres de la Section centrale.

Elle a l'honneur de vous proposer le vote du projet de loi tel qu'il a été amendé par elle.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

(1)

(N^o 72)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1925.

Ontwerp van wet tot nieuwe indeeling van de provinciale raadsleden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **PUSSEMIER**.

MIJNE HEEREN,

Eene nieuwe algemeene volkstelling van het Rijk werd gedaan den 31 December 1920; de indeeling der provinciale raadsleden onder de kiesdistricten moet dus worden herzien.

Het door de Regeering thans voorgelegde wetsontwerp is gewis laattijdig ingediend geworden; artikel 2 der provinciale wet bepaalt, inderdaad, dat de herziening gedaan wordt binnen de twee jaren volgende op de volkstelling; dit laattijdig indienen kon echter, zooals blijkt uit de Memorie van Toelichting, niet worden geweerd, omdat het vraagstuk betreffende de definitieve aanhechting van de vrijgemaakte grondgebieden aan België slechts door de wet van 6 Maart 1925 werd opgelost en dat, zoolang die wet niet was goedgekeurd, de bepaling van de bestuursomschrijvingen, waaraan de kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith zouden worden toegevoegd, onzeker bleef.

* *

Het onderzoek van het ontwerp in de Middenafdeeling gaf aanleiding tot onderscheidene opmerkingen.

* *

De eerste heeft slechts eene theoretische beteekenis.

Tot in 1921 verhoogde het getal leden van elken provincialen raad met het bevolkingscijfer van de provincie. Was het, eenerzijds, ten einde al te talrijke vergaderingen te vermijden, toegelaten, en wel vanaf 1836 reeds, de indeeling

(1) Wetsvoorstel, n^o 9.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Jaspar, Pussemier, Van den Eynde (Oscar), Baels en Somerhausen.

der raadsleden onder de kantons te berekenen op verschillende grondslagen, gaande van 5,000 inwoners tot 10,000 inwoners per raadslid, — werden, anderzijds, sedert de goedkeuring van de organieke wet deze cijfers voor sommige provinciën verhoogd; dan werden niettemin de verworven toestanden altijd geëerbiedigd en nooit werd de vertegenwoordiging van een kanton beperkt.

Niemand zal nu willen beweren dat het stelsel tot in 1921 gevolgd, niet kon aangetast worden.

Doch uwe Middenafdeeling meent van nu af reeds uwe aandacht te moeten vestigen op deze bijzonderheid dat de toepassing van het beginsel dat aan de wet van 1921 tot grondslag ligt, voortaan van dichtbij zal moeten nagegaan worden.

Krachtens artikel 42 der wet van 19 October 1921, dat artikel 1^{bis} der organieke wet is geworden, wordt inderdaad het stelsel, door de gemeentewet gehuldigd, uitgestrekt tot de provinciale wet, en voor goed de verhouding vastgesteld tusschen het getal provinciale raadsleden en het getal inwoners der provincie.

Nu, de wijziging van het bevolkingscijfer der onderscheidene kantons van het land is van zulken aard dat in 1925, in zes provinciën op de zeven waarvan het getal provinciale raadsleden hetzelfde blijft als in 1921, het getal te benoemen raadsleden gewijzigd wordt in 23 kiesdistricten op de 82 die er voorkomen.

De indeelingstabel, in 1921 vastgesteld, is dus reeds grondig gewijzigd.

Uwe Middenafdeeling heeft gemeend daarop te moeten wijzen.

Zij vreest dat, zoo dit niet wordt in acht genomen, de vertegenwoordiging van sommige districten te aanzienlijk worden kon.

Zij is verder van gevoelen dat de strenge toepassing op de provinciale wet van het beginsel, dat in de gemeentewet geschreven staat, eensdaags zal moeten herzien worden; de toestanden zijn verschillend; een enkel kiescollege beslist over de benoeming der gemeenteraadsleden, terwijl verschillende kiescolleges in aanmerking komen voor de benoeming der leden van den provincialen raad; het bevolkingscijfer van eene gemeente heeft geen invloed op het getal raadsleden van eene naburige gemeente; en zooals wij gezien hebben, kan eene verandering in het bevolkingscijfer van een district eener provincie, de indeeling der raadsleden onder verscheidene andere districten van deze zelfde provincie volkomen wijzigen.

Wellicht heeft men in 1921 niet genoegzaam al de gevolgen opgemerkt, welke kunnen voortspruiten uit eene radicale wijziging van eenen der hoofdzakelijke grondslagen van de regeling door de organieke wet van 1836 vastgesteld.

* * *

Vermits de bevolking der provincie Antwerpen op 31 December 1920 het millioen overschrijdt, moet natuurlijk het getal raadsleden dezer provincie van 80 op 90 worden gebracht.

Het getal raadsleden der provincie Luik wordt bij uitzondering van 80 op 86 gebracht wegens de aanhechting der vrijgemaakte kantons aan het arrondissement Verviers. De critiek die werd uitgebracht over de verdeeling van de raadsleden onder de districten, is het logisch gevolg van de tweede opmerking waartoe het onderzoek van het wetsontwerp heeft aanleiding gegeven.

. . .

Daar de wet van 1921 de E. V. heeft toegepast op de provinciale verkiezingen, heeft zij nieuwe kiesomschrijvingen, nieuwe kiesdistricten moeten vormen, en heeft zij de koppeling aangenomen van de lijsten voorgedragen in de districten van een zelfde bestuurlijk arrondissement.

De opmerking door uwe Middenafdeeling aangevoerd betreft enkel de kiesdistricten, zij slaat op geene enkele van de bepalingen der wet op de lijstenkoppeling.

De omschrijvingen gevormd door de wet van 1836 konden niet behouden worden, omdat een groot getal dier omschrijvingen enkel een of twee raadsleden benoemden.

Daar de wet van 1921 eenerzijds eene juiste evenredige vertegenwoordiging van de politieke partijen die in den strijd traden wilde verzekeren, maar tevens de vertegenwoordiging van de gewestelijke belangen niet in gevaar wou brengen, heeft zij de arrondissementsomschrijving afgeschaft, de vorming van districten in ieder arrondissement geregeld, aangenomen dat ieder district een minimum van vier raadsleden zou benoemen, liever vijf dan vier, en eindelijk beslist dat de vroegere kantonnale omschrijvingen, ingericht volgens de organieke wet van 1836, slechts tot één district zouden vereenigd worden wanneer alleen door die versmelting de benoeming van vier raadsleden zou mogelijk wezen ⁽¹⁾.

Wij moeten er hier op wijzen dat de extra-parlementaire Commissie, die in 1921 het voorontwerp van wet heeft opgemaakt, van meening was dat het nuttig zou zijn aan de groepeerings, opgericht om de districten in te richten, een karakter van vastheid te geven ⁽²⁾.

Maar uit de heftige besprekingen in Kamer en Senaat over dit ontwerp, inzonderheid uit eene verklaring van den heer Carton de Wiart, Eerste Minister en Minister van Binnenlandsche Zaken, voor de eindstemming over de wet, blijkt uitdrukkelijk dat elke volkstelling eene wijziging van de omschrijvingen voor gevolg zou hebben ⁽³⁾.

Uwe Commissie stelt U dan ook voor het Regeeringsontwerp te wijzigen, de in 1921 in districten vereenigde kantons te scheiden, omdat zij een gering getal raadsleden benoemden, en opnieuw tot zelfstandige districten op te richten de vredegerechtkantons die, wegens hunne bevolking, geteld op 31 December 1920, vier of meer raadsleden zullen benoemen.

Bijgevoegde tabel behelst de amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling op het wetsontwerp dat U is voorgelegd.

(1) *Gedr. St.*, Kamer, zittingsjaar 1920-1921, bl. 874.

(2) *Gedr. St.*, Kamer, zittingsjaar 1920-1921, bl. 875.

(3) *Ann. parl.*, Kamer, zittingsjaar 1920-1921, bl. 2601.

VERDEELING VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

Kiesdistricten.	Kieskantons.	Bevolking op 31 December 1920		Bevolkings- overshot na toepassing van den deeler.	Getal raadsleden		
		der kies- kantons.	der kies- districten.		uit hoofde		Totaal.
					van den deeler.	der overschotten.	
Provincie Antwerpen.							
Borgerhout	Borgerhout	88,370	88,370	8,341	7	1	8
Berchem	Berchem	49,615	49,615	3,867	4	»	4
Eeckeren.	Eeckeren	46,450	46,450	762	4	»	4
Brecht	Brecht	29,755	55,396	9,648	4	1	5
	Santhoven.	25,641					
Provincie Brabant.							
Sint-Gilles	Sint-Gilles	64,814	64,814	14,093	3	1	4
Ukkel.	Ukkel	82,445	82,445	14,817	4	1	5
Provincie Henegouw.							
Fontaine-l'Évêque	Fontaine-l'Évêque	54,485	54,485	232	4	»	4
Seneffe	Seneffe	47,146	47,146	6,472	3	1	4
Provincie Luik.							
Hoei	Hoei	45,369	45,369	2,435	4	4	4
Nandrin	Ferrières	4,799	52,818	10,426	4	1	5
	Héron	18,040					
	Jehay	11,638					
	Nandrin	18,341					
Dison.	Dison	18,872	50,570	7,626	4	1	5
	Aubel	19,861					
	Herve	11,837					
Limbourg	Limbourg	19,997	45,004	2,060	4	»	4
	Eupen	25,007					

* * *

Laatste opmerking van de Middenafdeeling :

Een lid heeft gevraagd dat de kantons Eupen, Malmédy, Sint-Vith een zelfstandig kiesdistrict zouden vormen en dat zij niet zouden gevoegd worden bij de districten in de provincie Luik ingericht bij toepassing van de organieke wet van 1921.

Om zijn voorstel te billijken heeft dit lid doen opmerken :

1° dat, voor de wetgevende verkiezingen, de aanhechting van de vrijgemaakte gebieden bij het arrondissement Verviers kon aangenomen worden, omdat het bevolkingscijfer niet toeliet een kiescollege te vormen met een voldoende getal inwoners om, bij toepassing van de bestaande bepalingen der Grondwet, de verkiezing van een Senator en twee Volksvertegenwoordigers mogelijk te maken;

2° dat de groepeerings van de drie kantons in een provinciaal district toelaat een kiescollege te vormen dat een voldoende getal raadsleden aanduidt voor eene ernstige evenredige vertegenwoordiging van de partijen die in het strijdperk treden;

3° dat die zelfstandige groepeerings overeenkomt met den wensch van de bevolking;

4° dat de groepeerings de moeilijkheden zal vermijden die zullen voortvloeien uit de verplichting van op de lijsten, voorgedragen in de provincie Luik, eene nuttige plaats te verleen aan de candidaten in de vrijgemaakte gebieden verblijvend, of waaraan de kiezers van die kantons de voorkeur zouden geven.

Een lid van de Middenafdeeling herinnert er aan dat hij zich uitgesproken heeft tegen de vereeniging van de drie kantons met het arrondissement Verviers, en dat naar zijn oordeel het kanton Sint-Vith, dat onder historisch opzicht, vroeger een gemeenschappelijk bestaan met Luxemburg had, bij het arrondissement Bastenaken had moeten gevoegd zijn. Daar de kwestie nochtans werd opgelost wat betreft de wetgevende verkiezingen, kan hij, onder vorm van eenvoudige voorbehoud, enkel herinneren aan de beschouwingen die hij daaromtrent liet gelden in de maand Maart l.l.

De meerderheid der leden van de Middenafdeeling heeft zich aangesloten bij het beginsel van het voorstel door de Regeering gedaan. Dit voorstel, en de amendementen door de Middenafdeeling aangebracht aan de tabel van verdeling, wijzigt niet het beginsel waarop het steunt, en heeft de vereenigde kantons gevoegd bij de districten der provincie Luik waaraan zij op aardrijkskundig gebied moeten toebehooren. Zij slaan ten andere ook op de argumenten welke, met terzijdelating ditmaal van het argument uit de Grondwet getrokken, de aanhechting van de vrijgemaakte gebieden bij het arrondissement Verviers doen aannemen.

De inrichting van de zelfstandige groepeerings werd verworpen met 5 stemmen tegen 1.

De tekst van dit verslag werd door de meerderheid van de leden der Middenafdeeling goedgekeurd.

Zij heeft de eer u voor te stellen het wetsontwerp aan te nemen, zooals het door haar werd geamendeerd.

De verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.
